BOUMERDÈS

Les habitants du village Boudhar exigent la présence de l'ANP

La résistance citoyenne contre les islamistes armés se renforce. La population du village Boudhar dans la commune de Si Mustapha donne l'exemple.

Ces derniers jours, la presse a fait état de la manifestation des villageois de Boudhar, commune de Si Mustapha, dans le centre de la wilaya de Boumerdès. Ces campagnards ont obstrué la route pour protester contre l'insécurité que vit leur village à la suite des nombreuses exactions commises par les islamistes armés affiliés à El-Qaïda.

Ils ont par conséquent réclamé le renforcement de la sécurité dans leur localité, en réclamant la présence permanente d'un détache-ment de l'ANP dans leur localité de 2 700 habitants, distante du chef-lieu communal d'environ 2 km. Placée dans le contexte local, cette exigence est un point de repère par rapport à la position de certaines populations supposées réceptives des thèses islamistes.

C'est incontestable, une mutation s'opère parmi ces franges populaires. La réprobation de l'islamisme se fait désormais publiquement et dans la transparence. La peur n'opère donc plus sur les citoyens ? Replaçons le contexte de Boudhar. Faisant face à des difficultés économiques et sociales ayant également des soubassements sociolo-giques, une trentaine de jeunes, tous issus de ce village, ont rejoint les rangs du GSPC avant son allégeance à Oussama Ben Laden pour activer dans les seriats de la katibat El-Arkam laquelle est, rappelons-le, bien implantée dans le centre de la wilaya de Boumerdès.

De par son sinistre bilan, cette phalange, qui reste active, est la plus dangereuse. Par ailleurs, selon une source crédible, depuis 2008 à ce jour, 4 jeunes sont montés au maquis. Il est évident que le bilan laissé par ces terroristes et leurs émirs est lourd. Actuellement, ils seraient, selon nos informations, moins d'une vingtaine à errer avec leurs complices dans le triangle allant du massif de Ouled Ali dans la commune de Si Mustapha à l'ouest, de la plaine de Leghata à l'est et la forêt de Zemmouri au nord.

Durant le mois du Ramadan 2009, période que privilégient, pour des raisons idéologiques, les islamistes armés pour commettre plus d'attentats, un dangereux terroristes a été capturé par ces mêmes villageois et remis aux services de sécurité. Le terroriste en question, un certain Bouiri, originaire de Zemmouri, commune limitrophe de celle de Si Mustapha, était descendu du maquis pour assassiner le dernier frère d'une victime du GSPC. A cet acte citoyen s'est ajoutée la manifestation de rue. Les autorités civiles et militaires sont ainsi interpellées pour soutenir cette population qui a fait fi du risque de représailles pour dénoncer en masse les actes terroristes. Pour l'heure, c'est la chef de daïra des Issers, Mme Ammour, à laquelle est rattachée la commune de Si Mustapha, qui après avoir longuement discuté, en compagnie des élus locaux, avec les insurgés, qui apporte une réponse concrète sur le terrain.

En effet, une enveloppe de 4 milliards de centimes est dégagée pour des aména-gements urbains (éclairage public, réfection des routes et des bordures de routes) dans ce village, restes des vestiges des VSA (villages socialistes agrico-les). Elle entreprend en outre des démarches admini-stratives pour inscrire dans le plan de développement qui sera affecté à la localité une école primaire de 7 classes. «Nous allons également faire l'effort pour dégager une somme d'argent pour réhabiliter le petit complexe sportif et rouvrir les annexes des P et T et du CFPA», dira-t-elle. Cependant, la bonne volonté de Mme Amour à elle seule ne suffit pas. Elle n'a pas toutes les cartes en main pour agir en conséquence. Et pour cause, ce commis de l'Etat envoyé sur le terrain ne détient, malheureusement pas, les atouts économiques, sociaux, culturels et financiers pour agir contre la pauvreté et la précarité, terreau des recruteurs islamistes.

En effet, la victoire définitive contre le terrorisme et l'insécurité sera gagnée ou perdue à ce niveau.

Il faut espérer que les détendeurs de la décision politique se manifestent pour soutenir Mme Ammour et d'autres responsables à faire de Boudhar et d'autres localités un nouvel ancrage de la mobilisation citoyenne contre les terroristes.

Abachi L.

Des coupures d'eau dans plusieurs communes

L'ADE de Boumerdès informe les citoyens que plusieurs communes subiront des coupures d'eau de 48 heures, suite à des travaux de raccordement à la conduite principale venant du barrage de Taksebt. Les localités concernées sont les Issers (10 octobre) Souk El-Had (14 octobre), Zemmouri (18 octobre), Tidjelabine (24 octobre) et Boumerdès et Corso (28 octobre).

A. L.

MILA

Près de la moitié des programmes d'habitat réceptionnée

Près de 11 000 logements, tous types confondus, ont été réceptionnés à Mila au titre des divers programmes retenus entre 2002 et 2009, sur un total de 25 650 unités inscrites, indiquent des données présentées lundi à l'occasion de la Journée mondiale et arabe de l'habitat.

Un total de 8 748 logements est actuellement en voie de réalisation et 6 000 autres unités sont «sur le point d'être mises en chantier», selon les explications fournies lors d'une exposition qui a réuni, à la Maison de la culture de la ville, les organismes publics du secteur, les entreprises de réalisation et les bureaux d'études. Malgré la relance de l'habitat sous l'impulsion des nombreux programmes publics, le secteur fait face, selon des opérateurs, à de sérieuses entraves dont «le manque d'entreprises de réalisation qualifiées, les litiges sur le foncier et l'insuffisance des réserves foncières, notamment au chef-lieu de wilaya», outre les tensions vécues en ce qui concerne les matériaux de construction. La récente «crise» liée notamment à la pénurie et à la spéculation sur les prix du ciment a eu «des effets négatifs» sur le rythme d'exécution des travaux sur les chantiers des projets de logements, affirment plusieurs entrepreneurs soutenus par des élus locaux.

Avec 7 300 unités, le logement social à caractère locatif a eu une importante part dans les programmes de logements retenus au profit de la wilaya durant la même période qui a connu la réception et l'attribution de 3 638 unités de ce type. La formule du logement social participatif (LSP) a concerné, quant elle, dans ces programmes, 7 000 unités dont 2 686 achevées et le reste en voie de réalisation, selon les statistiques de la direction du logement et des équipements publics (Dlep).

Le programme de développement rural de proximité a eu, par ailleurs, un effet stimulant sur le logement rural avec l'inscription de 11 350 unités au profit des campagnes de la wilaya, dont 4 532 ont été livrées, d'après les mêmes données.

Des photographies sur les logements ruraux réalisés à ce titre selon des conceptions architecturales innovantes alliant besoins de la vie moderne et exigences du monde rural ont été présentées au cours de cette exposition sur l'habitat, placée sous le slogan «le logement écologique, un droit citoyen».

Des responsables locaux ont souligné, à cette occasion, les efforts «importants» déployés à Mila pour la distribution en un laps de temps «très court» de quelque 2 600 logements sociaux et l'exécution de grandes actions d'aména-gement du cadre bâti dans les plus importantes agglomé-rations «grâce à la mobilisation d'investisse-ments publics considérables».

APS

Publicité

CONDOLÉANCES

C'est avec une très profonde émotion que Brahim Chaïb a appris le décès de son frère et ami

BOUCHOUAREB SLIMANE

En cette douloureuse circonstance, toute la famille Chaïb présente à la famille Bouchouareb ses condolénaces les plus attristées et la prie de trouver ici l'expression de sa profonde sympathie.

Que Dieu le Tout-Puissant accorde à la défunte Sa Sainte Miséricorde et l'accueille en Son Vaste Paradis.

CAMPAGNE LABOURS-SEMAILLES À OUM-EL-BOUAGHI

Des objectifs ambitieux

La direction des services agricoles d'Oum-El-Bouaghi a organisé, sous le slogan «Nos performances et nos capacités pour mieux faire», une journée d'information et d'exposition.

La ferme-pilote Samaï A. de la commune de Berriche a été retenue pour abriter cette manifestation.

Ce choix n'est pas fortuit, puisque les travailleurs de cette ferme, 21 permanents dont 4 cadres, 8 qualifiés et 9 non qualifiés, aidés par 40 saisonniers, ont réalisé de grandes performances. Pour une superficie globale de 1 749 ha, la ferme a produit 2 813 q de blé dur, 7 080 q de blé tendre 7 732 q d'orge et 1 700 q d'avoine, la moyenne étant 19 q à l'hectare.Les efforts de ces travailleurs se sont traduits par un résultat positif de l'ordre 26 500 000 DA dont 60% reviendront aux travailleurs et une partie réinjectée (achat de matériel et autres). Profitant de la tenue de cette journée, plusieurs agriculteurs de la région ont exposé leurs produits dont certains ont épaté les visiteurs à l'image de ce producteur de pommes de type «Golden» qui n'ont rien à envier à celles de l'importation ou encore cet investisseur en pomme de terre de bonne qualité qui se dit capable de commercialiser son produit hors des frontières.

M. Zaâlane A., chef de l'exécutif, en donnant le coup d'envoi de cette manifestation a incité les agriculteurs à redoubler d'efforts pour propulser la wilaya au rang de premier producteur céréalier. A noter que la wilaya d'Oum-El-Bouaghi occupe le deuxième rang à l'échelle nationale. Durant cette manifestation, plusieurs agriculteurs de la région sont primés.

Moussa Chtatha

PRIME DE SCOLARITÉ À RELIZANE

Les exclus crient à la magouille

A vrai dire, cette prime de scolarité garantie par l'Etat aux parents d'élèves scolarisés démunis fait à chaque rentrée scolaire plus de mécontents que de satisfaits ; une somme insignifiante, comparativement au niveau de vie jugé actuellement très bas. De nombreux parents d'élèves démunis trouvent que cette fameuse prime n'est pas attribuée équitablement. Selon plusieurs exclus de la liste des bénéficiaires, de nombreuses personnes retenues pour cette prime de scolarité sont propriétaires de fonds de commerce, retraités, agriculteurs, éleveurs...

Des dépassements abusifs ont été détectés. D'autres parents préfèrent que l'étude des dossiers des postulants et l'établissement de la liste définitive des parents bénéficiaires soient accomplis par un conseil d'enseignants au niveau de chaque établissement.

A. Rahmane